



HAL
open science

Résiliences

Rapport Hcéres

► **To cite this version:**

Rapport d'évaluation d'une entité de recherche. Résiliences. 2017, Institut de recherche pour le développement - IRD. hceres-02034918

HAL Id: hceres-02034918

<https://hal-hceres.archives-ouvertes.fr/hceres-02034918>

Submitted on 20 Feb 2019

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

HCERES

Haut conseil de l'évaluation de la recherche
et de l'enseignement supérieur

Entités de recherche

Évaluation du HCERES sur l'unité :

Résiliances

sous tutelle des
établissements et organismes :

Institut de Recherche pour le Développement – IRD

Centre Ivoirien de Recherches Économiques et

Sociales - CIRES

Campagne d'évaluation 2015-2016 (Vague B)

HCERES

Haut conseil de l'évaluation de la recherche
et de l'enseignement supérieur

Entités de recherche

Pour le HCERES,¹

Michel Cosnard, président

Au nom du comité d'experts,²

Denis Requier-Desjardins, président du
comité

En vertu du décret n°2014-1365 du 14 novembre 2014.

¹ Le président du HCERES "contresigne les rapports d'évaluation établis par les comités d'experts et signés par leur président." (Article 8, alinéa 5)

² Les rapports d'évaluation "sont signés par le président du comité". (Article 11, alinéa 2)

Rapport d'évaluation

Ce rapport est le résultat de l'évaluation du comité d'experts dont la composition est précisée ci-dessous.

Les appréciations qu'il contient sont l'expression de la délibération indépendante et collégiale de ce comité.

Nom de l'unité : Résiliences

Acronyme de l'unité :

Label demandé : UMI

N° actuel : 236

Nom du directeur
(2015-2016) : M. Mama OUATARA

Nom du porteur de projet
(2017-2021) : M. Mama OUATARA

Membres du comité d'experts

Président : M. Denis REQUIER-DESJARDINS, Institut d'Études Politiques de Toulouse

Experts : M^{me} Isabelle GUERIN, IRD (représentant la CSS de l'IRD)
M. Vincent RIBIER, Centre de coopération internationale en recherche
agronomique pour le développement (CIRAD)
M. Dominique TORRE, Université Nice Sophia Antipolis - GREDEG - CNRS

Délégué scientifique représentant du HCERES :

M. Benoît MULKAY

Représentants des établissements et organismes tutelles de l'unité :

M. Ibrahim DIARRA, CIRES

M^{me} Cécile DUFOUR, IRD

Directeur ou représentant de l'École Doctorale :

M. Jean CARTIER-BRESSON, École Doctorale « Sciences Humaines et Sociales »

1 • Introduction DRD

Historique et localisation géographique de l'unité

La création d'une Unité Mixte de recherche Internationale (UMI) dénommée Résiliences (N° 236) est officialisée le 1^{er} janvier 2012 par l'Institut de Recherche pour le Développement (IRD) et, au mois de mars suivant, par le Conseil Scientifique du Centre Ivoirien de Recherches Économiques et Sociales (CIRES), les deux institutions qui exercent jusqu'à ce jour le rôle de cotutelle. L'UMI est une des trois entités nées du non-renouveau en 2012 de l'UMR Centre d'Économie et d'Éthique pour l'Environnement et le Développement (C3ED) qui était basée sur un partenariat entre l'IRD et l'Université de Versailles - Saint-Quentin-en-Yvelines (UVSQ). L'UMI a donc permis de préserver une dynamique de partenariat entre le Sud et le Nord qui s'était développée et renforcée au sein de l'UMR C3ED depuis sa création. En cotutelle entre l'IRD et le CIRES, centre de recherche autonome de l'Université Félix Houphouët-Boigny (UFHB), l'UMI est localisée en France à Bondy et en Côte d'Ivoire à Abidjan mais elle est présente sur quatre implantations géographiques à travers neuf institutions de recherche avec lesquelles les liens sont formalisés par des partenariats avec :

- en Côte d'Ivoire : outre le CIRES, le Centre de Recherche et d'Action pour la Paix (CERAP) et l'École Nationale de Statistique et d'Économie Appliquée (ENSEA), à Abidjan, et l'Université Alassane Ouattara (UAO) à Bouaké ;
- en France : le centre IRD à Bondy ;
- à Madagascar : l'Université Catholique de Madagascar, et le Centre d'Information Technique et Économique (un organisme non-gouvernemental) à Antananarivo ;
- au Sénégal : l'Université Cheikh Anta Diop (UCAD) à Dakar.

Équipe de direction

Une équipe de direction franco-ivoirienne (IRD-CIRES) s'est mise en place et a assuré le pilotage de l'UMI du 1^{er} janvier 2012 au 30 septembre 2014. M. Jean-Luc DUBOIS, directeur de recherche de l'IRD, assurait la direction et M. Mama OUATTARA, professeur à l'UFHB, la co-direction. Une équipe ivoiro-française (CIRES-IRD) a pris le relais au 1^{er} octobre 2014 pour assurer la deuxième moitié du mandat de l'unité jusqu'au 31 décembre 2016, M. Mama OUATTARA prenant la direction et M. Pierre MORAND, chargé de recherches de l'IRD, assurant la co-direction. La direction a, de ce fait, été transférée à Abidjan, au sein du CIRES, M. Pierre MORAND ayant bénéficié d'une expatriation en Côte d'Ivoire.

Nomenclature HCERES

SHS1_1 : Économie

Bien que majoritairement composée d'économistes, l'unité se veut pluridisciplinaire et interdisciplinaire. La sociologie et les sciences de la vie y sont représentées. Il faut mentionner le poids important de la géographie qui pourrait justifier une mention dans la nomenclature HCERES.

Domaine d'activité

- économie du développement, notamment répartition du revenu et développement ;
- approche multidimensionnelle de la pauvreté et de la vulnérabilité ;
- analyse des écosystèmes à travers les apports des sciences de la vie ;
- géographie de l'environnement. Dans ce domaine l'unité a une compétence particulière sur les écosystèmes littoraux.

Effectifs de l'unité

Composition de l'unité	Nombre au 30/06/2015	Nombre au 01/01/2017
N1 : Enseignants-chercheurs titulaires et assimilés	26	20
N2 : Chercheurs des EPST ou EPIC titulaires et assimilés	9	5
N3 : Autres personnels titulaires (appui à la recherche et/ou n'ayant pas d'obligation de recherche)	3	2
N4 : Autres enseignants-chercheurs (PREM, ECC, etc.)	2	
N5 : Autres chercheurs (DREM, post-doctorants, etc.)	4	
N6 : Autres personnels contractuels (appui à la recherche et/ou n'ayant pas d'obligation de recherche)	2	
N7 : Doctorants	20	
TOTAL N1 à N7	66	
Personnes habilitées à diriger des recherches ou assimilées	7	

Bilan de l'unité	Période du 01/01/2010 au 30/06/2015
Thèses soutenues	7
Post-doctorants ayant passé au moins 12 mois dans l'unité	3
Nombre d'HDR soutenues	1

2 • Appréciation sur l'unité

Introduction

L'activité de l'UMI Résiliences se situe globalement dans le domaine de l'économie du développement notamment dans l'analyse de la relation entre répartition du revenu et développement, à travers une approche multidimensionnelle de la pauvreté et de la vulnérabilité des populations, fondée sur une approche des « capacités » proposée par Amartya Sen, ce qui n'exclut pas une réévaluation critique de ce courant. Elle articule la vulnérabilité sociale à la vulnérabilité environnementale, ce qui implique l'analyse des écosystèmes à travers les apports des sciences de la vie et de la géographie de l'environnement. Dans ce domaine elle a une compétence particulière sur les écosystèmes littoraux, même si celle-ci n'est pas exclusive.

L'unité est structurée en 4 pôles thématiques :

(1) « Vulnérabilité des milieux et sociétés » dont le thème majeur est l'étude de la durabilité à travers l'analyse des dynamiques nature / société. C'est notamment ce qui justifie la nouvelle appellation du pôle dans le projet « Vulnérabilité et résilience des socio-écosystèmes ». Ce pôle est particulièrement développé (mais pas exclusivement) à Dakar, notamment autour de compétences en géographie ;

(2) « Développement socialement durable » qui se consacre à l'étude des dimensions intra et intergénérationnelles du développement social sous l'angle de l'équité, l'analyse de l'évolution des inégalités (et notamment des inégalités de genre) sous l'effet des transformations économiques et sociales, et des conséquences sur la durabilité sociale du développement. Ce pôle assemble prioritairement les membres localisés à Madagascar, avec l'UCM, mais aussi avec des projets en Afrique de l'Ouest. Il devient dans le nouveau projet le pôle thématique « Vulnérabilités et résiliences des sociétés » ;

(3) le troisième pôle thématique « Valeurs et normes éthiques » devient « Dimensions éthiques pour une politique de renforcement de la résilience » (DEPoR) qui s'interroge sur le rôle des valeurs et normes éthiques sur la résilience aux chocs et à la vulnérabilité dans une perspective de développement durable. À partir d'une approche en termes de « capacités » et d'« agencéité » inspirée par Amartya Sen et Paul Ricoeur, il s'agit d'étudier les capacités effectives et potentielles individuelles et collectives. C'est une approche d'éthique positive basée sur l'observation, l'étude des trajectoires, des conflits de valeur, et des médiations. Dans cette perspective, est prévue la mise en place d'un espace de réflexion éthique à l'UAO et d'une « École d'Abidjan de microéconomie éthique du développement » ;

(4) le dernier pôle thématique « Approches méthodologiques et instruments d'analyse » (AMIA) a pour mission, en transversalité avec les autres axes, de mettre au point des indicateurs de mesure de la résilience, de développer une méthodologie des observatoires de la résilience des systèmes socio-environnementaux, et de concevoir des indicateurs de mesure des capacités individuelles et collectives. La méthodologie des observatoires en est une des pièces maîtresses.

L'articulation des pôles thématiques a évolué entre les deux parties de la période d'évaluation. Si le pôle AMIA reste transversal, le pôle DEPoR a maintenant pour fonction de nourrir les analyses de terrain des deux autres pôles et assure donc, au-delà des thématiques différentes, leur unité scientifique.

Dans la stratégie scientifique suivie depuis le rapport AERES de 2011, l'UMI Résiliences a eu à cœur de suivre certaines recommandations du rapport. Elle a notamment affecté une personne à la coordination de la recherche et à la communication interne sur les travaux et les projets de recherche entre les différentes équipes de l'UMI, ainsi que pour la communication externe (site internet, lettres d'information). Elle a mis en place des dispositifs de formation doctorale et d'échanges regroupant les doctorants des pays du Sud de l'UMI et les doctorants basés en France. Elle a développé les coopérations entre chercheurs « sud-sud » s'ajoutant aux collaborations entre les membres basés en France et les membres africains. Le nouveau statut transversal de l'axe DEPoR correspond à la recommandation d'accorder du poids à l'axe méthodologique et conceptuel, assurant sa cohésion à moyen terme, en fonction de l'évolution des connaissances. S'il n'y a pas eu de constitution d'UMR avec une tutelle universitaire, l'adossement à l'ancienne école doctorale « Cultures, Régulation, Institutions et Territoires » (CRIT, N° 538) de l'UVSQ a effectivement eu lieu. Celle-ci s'est fondue dans l'École Doctorale « Sciences de l'Homme et de la Société » (EDSHS, N° 538) de l'Université Paris-Saclay.

Les recommandations suivantes ont cependant été moins parfaitement suivies : premièrement, d'éviter un isolement thématique, en maintenant une approche très originale, mais en explorant davantage les possibles

interactions avec des approches dont les intérêts pourraient être proches dans le domaine de l'économie du développement, de l'économie des ressources naturelles, des méthodes et des enquêtes statistiques, etc. Ensuite l'unité devait veiller à progresser en ce qui concerne la visibilité internationale des publications et des supports de publications à comité de lecture anglophones et francophones des chercheurs de l'unité.

Avis global sur l'unité

L'UMI Résiliences se caractérise par une problématique, cohérente et originale, autour du couple vulnérabilité/résiliances. Elle présente par ailleurs un exemple unique de construction de la problématique entre des équipes de recherche originaires du Nord et du Sud, qui a abouti à la constitution d'une véritable unité de recherche transnationale très soudée. La problématique scientifique, portée au départ par des chercheurs seniors, dotés d'une longue histoire commune de collaboration scientifique, est réellement appropriée par l'ensemble de l'unité et développée dans le nouveau projet. L'éthique n'est pas uniquement un objet de recherche mais également une exigence qui transparait dans la gouvernance pluri-sites de l'unité et l'appui aux travaux des doctorants.

Toutefois l'unité doit être attentive à un certain décalage entre l'importance des questions scientifiques abordées et des méthodologies construites et le caractère relativement limité de leur impact sur le monde scientifique ou sur l'environnement non académique. Cela tient notamment au nombre limité de publications internationales et à leur concentration sur certains chercheurs, à la relativement faible diffusion internationale de la démarche en dehors de l'aire géographique couverte par l'UMI et à une stratégie peu apparente dans les domaines de l'expertise et de la vulgarisation. Par ailleurs, pour ce qui concerne la composante Nord de l'UMI, la faible attractivité relative vis-à-vis de jeunes chercheurs, le départ en retraite d'un nombre important de chercheurs seniors, le faible nombre de membres habilités à diriger des recherches, et la nécessité de renforcer les relations avec l'école doctorale universitaire constituent des fragilités qu'il faudra traiter au cours du prochain contrat.

Points forts et possibilités liées au contexte

- une problématique cohérente et originale, importante par rapport aux enjeux globaux et locaux du développement ;
- un apport déterminant en matière de méthodologie et d'indicateurs, notamment à travers le renforcement des observatoires ;
- une volonté commune de l'ensemble de l'unité de porter cette problématique ;
- une relation équilibrée entre Nord et Sud qui se traduit par une co-construction de la problématique ;
- une équipe très soudée par une histoire commune sur plusieurs années mais aussi par une pratique de co-construction scientifique qui implique l'ensemble des membres ;
- une gouvernance qui répond au défi posé par l'éloignement des sites et qui privilégie l'interaction permanente entre ses membres ;
- une vitalité très nette des pôles de recherche au sud qui valide pleinement cette expérience originale de coopération scientifique Nord-Sud.

Points faibles et risques liés au contexte

- une restriction de la thématique et des publications à un monde francophone et une certaine confidentialité de la thématique dans la recherche sur le développement, en dehors de la zone géographique spécifique où travaille l'UMI ;
- un impact sur l'environnement non académique qui n'est pas tout à fait à la hauteur de la pertinence, l'importance et l'originalité de la problématique scientifique et des avancées méthodologiques ;
- un relatif manque d'attractivité de l'UMI vis-à-vis des jeunes chercheurs du Nord ;
- une fragilité démographique de la composante nord de l'UMI liée au départ en retraite de chercheurs seniors et à la limitation des recrutements possibles au sein de l'IRD ;
- une faiblesse des capacités d'encadrement en thèse et un risque de fragilisation de la relation avec les partenaires universitaires français : l'unité de recherche « Centre d'études sur la mondialisation, les conflits,

les territoires et les vulnérabilités » (CEMOTEV, EA 4457 de l'Université de Versailles - Saint-Quentin-en-Yvelines) et l'Université Paris-Saclay, dans un contexte d'évolution du régime des thèses.

Recommandations

Le comité d'experts recommande de donner une forte priorité aux soutenances d'habilitation à diriger des recherches pour les chercheurs de l'IRD de façon à renforcer rapidement la capacité de direction de thèses dans les écoles doctorales, notamment en France.

Il faut également élargir le champ des publications et des participations aux manifestations scientifiques en direction d'une internationalisation plus grande.

Enfin l'UMI Résiliences doit veiller à renforcer son internationalisation en dehors de ses limites géographiques et de son champ en allant vers les communautés anglophones et hispanophones.